

## FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

CRISE DU LOGEMENT :  
GENNEVILLIERS DÉFEND  
VOTRE DROIT AU LOGEMENT

Anne-Laure Perez

Parmi les nombreuses préoccupations de cette année 2025, celle du logement est l'une des plus importantes. Aujourd'hui, ce sont 2,7 millions de personnes en attente d'un logement en France. Cette situation est inacceptable. À Gennevilliers, alors que nous avons un taux record de logement sociaux sur la commune (69%), ce ne sont pas moins de 7 000 demandeurs qui sont en attente avec une moyenne de 8 ans d'attente.

Les crises successives - Covid, guerre en Ukraine, inflation - ont drastiquement impacté le secteur du logement. La hausse des taux d'intérêt paralyse le marché, tandis que l'augmentation du coût des matériaux et le manque de main-d'œuvre ralentissent les constructions. Notre ville fait face à ces défis, mais ne peut porter seule ce combat essentiel.

Nous pâtissons du manque de logements sociaux des villes autour de nous qui ne respectent pas la loi SRU. Plus de la moitié des communes du département des Hauts-de-Seine n'atteignent pas les 25% de logements sociaux exigés par la loi.

Le 3<sup>e</sup> facteur est la baisse, voire l'arrêt total des aides financières qui existaient auparavant pour les villes qui construisaient du logement social. De l'État, du Département ou encore de la Région dont la présidente Valerie Pécresse a déclaré honteusement ne plus vouloir subventionner la « ghettoïsation ». Gennevilliers Habitat doit donc puiser dans ses fonds propres et dans les aides de la Ville.

Votre signature compte ! En signant la pétition "Des solutions face au manque de logement" sur le site du maire, vous donnez de la force à vos élus pour porter la voix des Gennevillois. Ensemble, exigeons des solutions dignes et humaines pour garantir le droit au logement pour tous.

GROUPE SOCIALISTE,  
RÉPUBLICAIN, CITOYENLA « DIPLOMATIE » DES VILLES  
PEUT CHANGER LE MONDE !

Céline Lanoiselée

À l'heure où nous écrivons ces quelques lignes Donald Trump est en passe d'être investi 47<sup>e</sup> président des États-Unis. La géopolitique du monde actuel, déjà sous tension, va basculer dans les errances et les incertitudes liées à une personnalité insaisissable.

Alors que la guerre en Ukraine se poursuit, que les Palestiniens continuent d'être massacrés, à Gennevilliers nous continuons d'affirmer haut et fort le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit pour toutes et tous de vivre dans un monde libre et en paix. C'est pourquoi nous avons de nouveau accueilli à Ménéilles de jeunes Ukrainiens de la ville de Trostyanets afin de leur offrir un espace de répit dans leur quotidien marqué par la guerre. Nous avons aussi fait une demande de financement à la reconstruction pour cette ville auprès de l'Agence française de développement (AFD).

L'année 2025 sera l'occasion de célébrer les 30 ans de la coopération décentralisée franco-palestinienne et à ce titre des actions seront proposées sur notre ville en soutien au peuple palestinien. Nous renouvelons aussi notre engagement à Jérusalem Est : le centre social Al-Bustan a été détruit en novembre mais ses activités se poursuivent malgré tout, nous travaillons déjà à la possibilité d'une reconstruction.

À Gennevilliers, poursuivons notre engagement pour la paix, avec vous.

Pour nous joindre : 01 40 85 63 56

GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/  
EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTSPRENDRE DU RECUL,  
NE PAS S'ENGOUFRER  
DANS UNE IMPASSE

Richard Merra

Répondre aux difficultés « ici et maintenant » ne suffit plus. Il nous faut désormais une vision de long terme, lisible et démocratique. La situation actuelle résulte d'une déconstruction longue et régulière de ce qui nous structurerait, au profit d'intérêts financiers, au profit du profit. Si des réponses politiques ont tenté de freiner au coup par coup ce sabotage, elles n'ont pas permis d'éviter le point de rupture social, économique, politique et institutionnel, auquel s'ajoute le dérèglement de l'environnement.

Le politique espère que les effets de ses actions seront perçus par les populations, or il est surpris du retour qui explose dans les urnes. Par exemple, lors des violences urbaines consécutives à des violences policières, des adolescents brûlent des symboles de la République, notamment des écoles. Ce geste, est-il une réponse ou une question plus fondamentale ? Incendier l'école est en fait l'expression d'une colère relative à la promesse d'une ascension sociale égalitaire et d'une cohésion sociale républicaine qui n'est pas tenue.

S'attaquer aux institutions est un acte politique. Il met ici en évidence la perception d'un processus structurel. La jeunesse des quartiers perçoit en effet la nature « systémique » de la situation, et proteste.

Or, surfant sur l'angoisse, des propositions alternatives sont faites par les populismes et les mouvements politico-religieux. Elles s'appuient sur des régressions sécurisantes. À l'aspiration à une pensée qui expliquerait tout, leur réponse est de nature totalitaire. Les uns instrumentalisent le principe de liberté au détriment de l'égalité, les autres vendent des récits salvateurs. L'irrationnel est dans tous les cas, sous le contrôle d'un leader charismatique qui s'oppose à l'esprit critique. Le corps social est ainsi éclaté en groupes d'identités posés comme incompatibles : le vivre ensemble est nié, moqué.

Il ne faut donc pas s'en tenir qu'aux réponses conjoncturelles, il faut aussi construire une approche globale, collective, et transparente. C'est notamment la démarche que proposent les cités éducatives. Des visions partagées, porteuses d'un avenir crédible et sous contrôle démocratique cimenteront cette relation structurante entre l'éducation et la cohésion sociale.

## UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

LUTTE CONTRE LA MALBOUFFE,  
LOI EGALIM

Sylvie Morel

En novembre 2024 a eu lieu le festival ALIMENTERRE, un événement international sur l'alimentation durable et solidaire dont l'ambition est l'appropriation par les citoyens des enjeux alimentaires mondiaux afin de coconstruire des systèmes alimentaires durables.

En décembre 2024 il y a eu la signature discrète d'un traité de libre-échange entre l'union européenne et les pays du Mercosur, sorte de bombe environnementale et sociale.

Il est plus que jamais important de nous informer pour comprendre les enjeux agricoles et alimentaires en France et dans le monde.

Nous devons tout mettre en œuvre pour que le droit pour tous à une alimentation saine soit développé.

Il y a en effet une urgence sanitaire, la malbouffe s'est répandue massivement depuis le développement de l'industrie agroalimentaire et a aujourd'hui investi la plupart des rayons de nos supermarchés. Bien que les pouvoirs publics aient pris conscience du risque sanitaire causé par ce type de nourriture, la malbouffe reste très présente dans l'alimentation des Français.

On sait tous aujourd'hui que la nourriture produite industriellement a une teneur trop importante en sel, graisses et sucres. Il s'agit notamment de préparations alimentaires pleines d'additifs et de conservateurs, relativement délétères pour la santé quand elles sont consommées à long terme.

En France, on impute à la malbouffe 8 millions d'obèses, 500 000 insuffisants cardiaques, 10 millions d'hypertendus, et plus de 4,5 millions de diabétiques. Elle aurait aussi une responsabilité dans environ un quart des cancers. Nos jeunes sont de plus en plus porteurs de maladies dites de « vieux ».

La Loi EGalim, pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable, a été promulguée le 1<sup>er</sup> novembre 2018. Cela entraîne la mise en œuvre d'un plan pour la restauration collective en renforçant la place de l'alimentation dans les politiques locales - L'approvisionnement de la restauration collective doit comprendre, depuis 2022, 50% de produits durables et de qualité, dont au moins 20% de produits bio dans les repas servis.

Gennevilliers mène de nombreuses actions pour sensibiliser ses habitants, mais il est difficile de lutter contre l'industrie alimentaire. Cela commence par les repas confectionnés par le Syrec et servis aux écoliers, mais aussi par l'organisation de conférences, la projection de films, la mise en place d'ateliers dans les centres sociaux, l'accueil de 3 Amap (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne), d'une boutique associative bio, l'achat d'une ferme pour produire les légumes utilisés par le Syrec.

C'est un enjeu de santé publique, il nous faut, tous ensemble, poursuivre nos efforts pour sensibiliser tous les Gennevillois.

## ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION  
NON PARVENUE

## LES GENNEVILLOIS

CONTRIBUTION  
NON PARVENUE

## LES RÉPUBLICAINS

MOBILITÉ, HABITAT :  
DROITS EN DANGER

Philippe Hallais

Alors que nous fêtons la nouvelle année, les contraintes pour les citoyens se poursuivent, notamment au regard des droits à la mobilité et au logement : des acronymes « menaçants » (ZFE, VE, DPE entre autres) entraîneront pour certains des situations potentiellement dramatiques.

- La mobilité (ZFE, Véhicule électrique)

Ce droit fondamental est menacé par les ZFE (Zones à Faibles Émissions, mais surnommée à raison « Zone à Forte Exclusion »). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, les véhicules Crit'air 3 sont ajoutés à la loi d'orientation des mobilités et donc interdits de circulation dans de nombreuses zones. Cet acharnement confond plusieurs types de pollution :

- Le CO<sub>2</sub>, qualifié de gaz à effet de serre par le Giec (position contestée par certains scientifiques), n'est pas un polluant et au contraire participe au verdissement de la planète par effet de photosynthèse.

- Les gaz d'échappements des voitures thermiques ont été réduits drastiquement par les constructeurs qui ont correctement œuvré pendant 120 ans.

- Les particules dues au freinage seront plus importantes avec les véhicules électriques, dont les masses, du fait de la batterie, seront, à puissance égale, supérieures à celles des véhicules thermiques.

Les éléments s'agissant des véhicules électriques (l'achat, la charge de batterie, l'entretien, le marché d'occasion, le recyclage) entraîneront un parcours du combattant semé d'obstacles financiers et pratiques.

- L'habitat (DPE)

L'administration a pondu un acronyme DPE (Diagnostic de Performance Énergétique) comprenant différentes notes de A à G. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, les logements avec la note DPE-G ne peuvent plus être loués. Cette décision impactera environ 565 000 logements ! D'une part les propriétaires concernés ont majoritairement peu de moyens, d'autre part les locataires de ces logements ont des revenus modestes. Nous sommes bien dans le cadre d'une attaque contre les pauvres et les classes moyennes. Il est à noter que le très sérieux CAE (Conseil d'analyse économique) considère que le DPE théorique est inadapté pour refléter la consommation réelle des ménages. Il serait donc urgent d'attendre.

D'une façon générale, les fondements des décisions françaises et européennes ne sont ni rationnels, ni scientifiques, mais idéologiques : briser la notion de nation, favoriser une immigration de masse (d'où la pression sur les salaires), isoler les citoyens (d'où la difficulté de réunion et de manifestation de solidarité).

La feuille de route pour une nation démocratique devrait être :

- Décider d'un moratoire global pour les ZFE, les VE, les DPE
- Instaurer un vrai débat scientifique ouvert à toutes les tendances

- Remettre en cause le plan vert de l'Union Européenne, véritable suicide économique

Espérons qu'un souffle de bon sens s'abatte sur nos élus et dirigeants.

LES CONTRIBUTIONS  
PUBLIÉES  
DANS CES PAGES  
N'ENGAGENT  
PAS LA RÉDACTION  
DE GENNEVILLIERS  
MAGAZINE